

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-  
Atlantiques  
Cité Galliane  
9 avenue Antoine Dufau  
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 07/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**NICOLAS CHALET**

BP 5 - Route de Saubrigues  
40230 Bénésse-Maremne

Références : -  
Code AIOT : 0005207367

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2026 dans l'établissement NICOLAS CHALET implanté BP 5 - Route de Saubrigues 40230 Bénésse-Maremne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NICOLAS CHALET
- BP 5 - Route de Saubrigues 40230 Bénésse-Maremne
- Code AIOT : 0005207367
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site exerce des activités de négoce, de transformation du bois (principalement petites découpes et rabotage), ainsi que de traitement de préservation du bois. L'effectif est d'environ une dizaine de salariés, dont trois personnes affectées aux activités de production et de logistique (réception, expédition, préparation des commandes).

Au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'établissement est soumis au régime de l'autorisation, notamment au titre des rubriques 2410 (traitement du bois) et 2415 (mise en œuvre de produits de préservation du bois).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Surveillance de la qualité des rejets – Eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 20/07/2011, article 9.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Surveillance de la qualité des rejets – Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 20/07/2011, article 9.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Aires de traitement, d'égouttage et de manipulation des produits de traitem	Arrêté Préfectoral du 20/07/2011, article 8.3.4	Sans objet
4	Egouttage	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 4.15	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée le 30 avril 2026 sur le site Idéa Bois - Chalets Nicolas à Bénésse-Maremne a porté principalement sur la gestion des rejets aqueux et la prévention des pollutions liées aux activités de traitement du bois.

Les installations et les aires de traitement et d'égouttage apparaissent correctement aménagées et entretenues, permettant une bonne maîtrise des écoulements et la récupération des égouttures.

Le suivi des eaux souterraines met en évidence une qualité globalement satisfaisante, sans impact significatif pour les paramètres biocides recherchés. Une vigilance est toutefois à maintenir concernant l'apparition de carbonates en aval hydraulique.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Surveillance de la qualité des rejets – Eaux superficielles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/07/2011, article 9.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance de la qualité des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Afin de s'assurer de la qualité du rejet des eaux pluviales, l'exploitant fait réaliser, sous sa responsabilité et à ses frais, au moins 2 fois par an et par un laboratoire reconnu, un prélèvement et une analyse sur le rejet eaux pluviales. Les éléments à contrôler sont MES, DCO, DBO5, HC totaux, Plombs et ses composés, Azote total, Phosphore total, cyperméthrine, Butylcarbomate de 3 iodo 2 propynyle (IPBC), Tebuconazole, Propiconazole, Polyamine, Sommes des biocides.
<b>Constats :</b>  Pour l'année 2025, l'exploitant a procédé à une surveillance semestrielle de la qualité des eaux superficielles, notamment via une campagne de prélèvements réalisée le 21 novembre 2025. Les résultats de cette campagne mettent en évidence la présence de substances biocides, en particulier le Tébuconazole et le Propiconazole, à des concentrations anormalement élevées au regard des niveaux observés sur le site ces dernières années. Ces résultats ont conduit l'exploitant à réaliser une seconde campagne de mesures le 19 décembre 2025. Les analyses associées mettent en évidence des concentrations plus faibles, de 7,9 µg/l pour le Tébuconazole et 7,2 µg/l pour le Propiconazole, correspondant davantage à la tendance observée ces dernières années. Ces valeurs demeurent toutefois supérieures aux valeurs limites applicables (2 µg/l pour chacune de ces substances). Dans ce contexte, l'exploitant s'est engagé à réaliser une nouvelle campagne d'analyses dans un délai d'un mois afin de confirmer le niveau de qualité des eaux rejetées et de consolider l'interprétation des résultats, notamment au regard de l'hypothèse d'une anomalie de mesure. Il est également à noter que les dépassements observés concernent des substances (Tébuconazole et Propiconazole) qui ne sont plus utilisées sur le site pour le traitement du bois effectué sur le site. Toutefois, l'exploitant réceptionne et stocke des bois préalablement traités avec ces produits. Le stockage de ces bois en extérieur est susceptible d'entraîner, par phénomène de lixiviation sous l'effet des eaux pluviales, un transfert de ces substances vers les eaux collectées, ce qui constitue la principale source des contaminations observées. L'exploitant prévoit, pour l'année à venir, la réalisation d'un nouveau parc de stockage des bois entièrement sous couverture. Cette mesure devrait permettre de réduire significativement la lixiviation des produits de traitement et, par conséquent, les rejets associés vers le milieu naturel.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats de la campagne d'analyses des eaux superficielles qu'il s'est engagé à réaliser dans un délai d'un mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 2 : Surveillance de la qualité des rejets – Eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/07/2011, article 9.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance de la qualité des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant fait réaliser 2 fois par an un contrôle de l'eau souterraine, selon les paramètres définis à l'article 4.1.2.3
<b>Constats :</b>  Pour l'année 2025, l'exploitant a procédé à la surveillance semestrielle de la qualité des eaux souterraines au niveau des piézomètres implantés en amont et en aval hydraulique du site. Les résultats montrent que les substances biocides historiquement utilisées sur le site (tébuconazole, propiconazole, cyperméthrine) sont, pour la campagne considérée, inférieures aux limites de quantification. Par ailleurs, les analyses mettent en évidence, de manière générale, une qualité des eaux souterraines globalement satisfaisante, ne présentant pas d'évolution défavorable significative pour les paramètres suivis. Toutefois, une anomalie est relevée avec l'apparition de carbonates, observée uniquement en aval hydraulique du site, alors que ces composés n'étaient pas détectés lors des campagnes précédentes. Bien que ce paramètre ne constitue pas un polluant caractéristique de l'activité du site, et en l'absence de mise en évidence concomitante de cuivre dans les eaux souterraines, cette évolution, localisée en aval hydraulique, justifie une vigilance particulière. Elle conduit à recommander la vérification de l'absence de lien avec les activités du site, notamment au regard des produits de traitement susceptibles de contenir des composés à base de cuivre (ex. carbonate de cuivre), ainsi qu'avec d'éventuelles évolutions des conditions d'exploitation ou des apports extérieurs.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats de la prochaine campagne de surveillance de la qualité des eaux souterraines. Cette transmission est accompagnée de tout élément d'analyse permettant d'apprécier l'évolution des paramètres suivis, en particulier concernant les carbonates. Le délai de transmission est fixé à un mois à compter de la réception des résultats analytiques.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 3 : Aires de traitement, d'égouttage et de manipulation des produits de traitem**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/07/2011, article 8.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention du risque de pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le sol des aires de traitement, d'égouttage et de manipulation des produits de traitement est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières

répandues accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les matières recueillies sont récupérées et recyclées, ou en cas d'impossibilité, traitées conformément au titre 5 relevant des déchets. Ces aires sont placées sous abri et, si nécessaire, protégées des intempéries par un bardage. La zone d'égouttage est conçue en déclivité et équipée d'un point bas et d'une pompe de relevage.

**Constats :**

Les aires de traitement, d'égouttage et de manipulation des produits de traitement du bois sont aménagées de manière à prévenir tout écoulement vers l'environnement extérieur.

Les équipements de traitement du bois (un bac de trempage et deux autoclaves) sont chacun implantés sur une aire dédiée, équipée d'un dispositif de collecte des égouttures dirigées vers un point bas situé en contrebas des cuves. Ce dispositif permet la récupération et la reprise des effluents.

Afin de prévenir tout risque d'écoulement accidentel, les opérations d'égouttage sont réalisées directement au droit de la cuve de trempage et, pour les autoclaves, au niveau des rails de sortie, ce qui permet de capter la majorité des égouttures et de limiter les écoulements en dehors des zones dédiées.

Une zone dédiée à l'égouttage avec récupération des produits est également présente.

Lors de la visite, les installations observées étaient globalement propres, sans présence d'égouttures ni de résidus visibles à l'extérieur des bacs de traitement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Egouttage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 4.15

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention du risque de pollution

**Prescription contrôlée :**

L'égouttage est réalisé au-dessus ou dans un bac dédié imperméable. L'exploitant respecte notamment les précautions d'emploi, de séchage et la durée minimale d'égouttage fixées dans les fiches techniques des produits utilisés. Il prend toutes les dispositions nécessaires pour que les égouttures soient récupérées avant d'atteindre le sol. Le transport du bois traité vers la zone d'égouttage s'effectue de manière à limiter les risques de pollutions ou de nuisances, par exemple :

- par l'installation de l'aire d'égouttage à proximité immédiate de l'appareil de traitement ;
- par le transport du bois traité par des véhicules équipés de façon à prévenir les égouttures ;
- par la mise en place d'une aire de transport étanche, construite de façon à permettre la collecte des égouttures.

**Constats :**

Au sortir du bac de trempage (traitement classe 2), les piles de bois traitées sont maintenues en position d'égouttage directement au-dessus du bac, à l'intérieur du même bâtiment. Ce dispositif permet la récupération des égouttures directement dans le bac de traitement.

De même, pour les deux autoclaves (traitement classe 3 et 4), les opérations d'égouttage sont réalisées au niveau des rails de sortie, assurant la reprise des égouttures au droit des installations. Ces dispositions permettent d'assurer une reprise complète des égouttures et de prévenir tout

écoulement en dehors des zones dédiées.

**Type de suites proposées :** Sans suite